

Du Forum social mondial de Nairobi au Forum social québécois

Dorval Brunelle*

Le septième Forum social mondial (FSM VII) s'est déroulé à Nairobi, au Kenya, du 20 au 25 janvier 2007, comme les fois précédentes, en même temps que le Forum économique mondial (FEM) qui en était, quant à lui, à sa trente-septième édition. Le thème de ce septième forum était : « luttes des peuples, alternatives des peuples » et sa principale innovation a été celle de définir une méthodologie permettant de formuler des propositions d'actions à tenir et à organiser tout au long de l'année. Dans la présente chronique, après avoir présenté quelques données de base, il sera question des principales lacunes et limites de ce forum, après quoi nous passerons en revue ses principaux acquis. En conclusion, nous chercherons à tirer quelques leçons de cet événement et à le mettre en lien avec la tenue du Forum social québécois en août 2007¹.

* Professeur au département de sociologie et directeur de l'Observatoire des Amériques. L'auteur tient à remercier Diane Matte, Jacques Létourneau et Raphaël Canet de leurs commentaires, remarques et ajouts.

¹ L'auteur de ces lignes et les collaborateurs de l'Observatoire des Amériques ont consacré plusieurs chroniques aux forums sociaux et aux sommets des peuples. Il est donc inutile de reprendre ici des éléments d'histoire et d'analyse qui ont été traités les fois précédentes. Voir : D. Brunelle, « La première Rencontre continentale de lutte

Quelques données, quelques enjeux

Selon les données fournies en conférence de presse, le 22 janvier, le nombre total des inscrits au forum aurait atteint 46 000². Par ailleurs, selon les chiffres qui circulaient dans les médias locaux cette fois, les Kenyans n'auraient constitué que 20% du

contre la ZLEA à La Havane et le Forum social mondial II de Porto Alegre », février 2002; *Idem*, « L'État prédateur et le mouvement citoyen mondial : retour de Porto Alegre », février 2003; *Idem*, « Le premier Forum social des Amériques. Quito du 26 au 30 juillet », août 2004; *Idem*, « Le troisième Forum social européen du 14 au 17 octobre 2004 : bilan et attentes », novembre 2004; *Idem*, « Le FSM V : le mouvement citoyen mondial en pause », février 2005; Nathalie Guay, « La jeunesse dans le mouvement altermondialiste : marginalisation ou auto-exclusion ? », avril 2005; Louis-Frédéric Gaudet et Rachel Sarasin, « Retour sur le Sommet des Amériques de Mar del Plata : quelles directions pour la société civile ? », Novembre 2005; D. Brunelle, « Le Forum social mondial : origine et participants », janvier 2006; Pierre Beaudet, « Le Forum social mondial de Caracas : à la rencontre du mouvement populaire du Venezuela », février 2006; et D. Brunelle, « Le Forum social décentralisé de Caracas : l'Amérique latine rentre en scène », février 2006. En ligne : www.observatoire.uqam.ca

² Toutefois les estimations sur place variaient entre 30 000 et 50 000 participants, alors qu'on en attendait 150 000. Le site officiel du forum propose quant à lui le chiffre total de 40 000. La différence somme toute considérable entre les résultats et les attentes n'a pas encore reçu d'explication satisfaisante. Mais on verra plus loin que le contrôle à l'entrée a sans doute été un facteur déterminant dans la fréquentation quelque peu décevante de ce forum.

total des participants. Le Kenya était donc le premier pays hôte d'un FSM où la proportion des participants nationaux était inversée par rapport à celle des étrangers. En revanche, la participation des délégués issus des autres pays africains, sans exception, était de loin la plus importante. Cette question renvoie alors à celle de l'accessibilité au FSM pour les individus et les groupes les plus démunis, une question qui n'était pas propre au forum de Nairobi, mais qui a pris là une dimension nouvelle qui questionne l'ensemble du processus des forums³.

Cela dit, les deux caractéristiques les plus notables de ce forum auront été la présence massive des femmes, et des femmes africaines surtout, et celle des organisations religieuses. La première est un acquis très important de ce FSM VII par comparaison avec ses prédécesseurs, tandis que la seconde reflète une réalité très importante sur le terrain des luttes sociales en Afrique.

Contrairement à ce qui a été avancé par plusieurs analystes, ce n'était ni la première fois que le FSM se tenait en Afrique, ni non plus le premier forum social en sol africain, loin de là. En effet, en 2006, la ville de Bamako, au Mali, avait été l'hôte d'un des trois forums sociaux polycentriques avec Caracas et Karachi, tandis que des forums sociaux africains sont convoqués annuellement depuis 2002 et que plusieurs autres forums régionaux, sous-régionaux, nationaux et thématiques ont été tenus au cours des dernières années⁴. Le secrétariat du Forum social africain n'en était donc pas à ses premières armes et l'organisation d'un

FSM à Nairobi était l'aboutissement d'un long processus. Mais tous ces faits ne réduisent en rien l'importance symbolique et politique que représentait la tenue du septième FSM en Afrique subsaharienne et, en ce sens, il était tout à fait légitime de la part des organisateurs du forum de voir dans cette initiative l'événement le plus important à intervenir en Afrique depuis 50 ou 60 ans. C'est dire que les attentes étaient très élevées, tandis le succès de l'événement était, quant à lui, loin d'être assuré, non pas tellement à cause du manque de préparation des organisateurs eux-mêmes mais, plus fondamentalement, à cause des nombreuses contraintes intérieures et extérieures sur lesquelles ils avaient peu de prises. Ainsi, par exemple, sur le plan intérieur, il leur aura fallu prendre entente avec un régime politique peu enclin à tolérer ce genre de rassemblement et, sur le plan extérieur, il leur fallait composer avec l'histoire longue des relations asymétriques entre le Nord pourvoyeur de fonds (les donateurs ou *donors*, en anglais) et le Sud récipiendaire de prébendes.

Sur le plan intérieur, le président Mwai Kibaki et son parti de coalition, le National Rainbow Coalition (NARC), au pouvoir depuis décembre 2002, doivent se présenter devant l'électorat en décembre 2007, après que leur projet de révision de la constitution ait été battu lors d'un référendum tenu en 2005. De plus, alors que, au lendemain de son arrivée au pouvoir, le gouvernement avait cherché à s'attaquer à la corruption qui gangrenait l'économie du pays, il devait peu après sombrer lui-même dans ce genre de travers avec le résultat que, depuis 2006, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont suspendu leurs prêts et leurs dons. On a pu avoir une illustration de ces pratiques au FSM, puisque le ministre de la Sécurité intérieure, qui est aussi propriétaire d'un hôtel, avait confié la gestion d'un restaurant à sa propre entreprise, au grand dam des petits vendeurs ambulants (*hawkers*) qui ont fortement contesté ce monopole, mais aussi des participants qui devaient payer le prix fort

³ Cette situation a poussé le Comité international (CI) du FSM à mettre sur pied un groupe de travail qui a pour mandat de préparer une analyse de l'accessibilité au FSM et qui cherchera à voir comment les principes de la Charte devraient être adaptés pour faire face à ce défi.

⁴ Pour plus d'information sur les dates et les lieux où ont été tenus ces forums, on pourra consulter la chronique consacrée au forum polycentrique de Caracas qui fournit également quelques renseignements de base sur le forum de Bamako. Voir : D. Brunelle, « Le forum social décentralisé de Caracas : l'Amérique latine rentre en scène », *Chronique des Amériques*, no 06-08, Observatoire des Amériques, février 2006. En ligne : www.observatoire.uqam.ca

pour s'alimenter. Quoi qu'il en soit, les organisateurs avaient informé le gouvernement de leur initiative de tenir le FSM à Nairobi et le Cabinet a approuvé la chose, désigné le site et assuré la sécurité à l'entrée et sur le site même. Mais les organisateurs ont également évité de s'engager dans quelque activité politique que ce soit en cette année électorale en prenant bien soin de n'accorder aucune tribune aux partis et aux forces de l'opposition.

Par ailleurs, le FSM a aussi été le reflet des relations asymétriques entre le Nord et le Sud, puisqu'on y a retrouvé un nombre beaucoup plus important d'organisations non-gouvernementales (ONG) financées par le Nord que de représentants d'organisations de la société civile (OSC), c'est-à-dire d'organisations fondées et financées par et pour les Kenyans

Ce forum, à l'instar de tous ses prédécesseurs, a été marqué par d'importantes lacunes au niveau organisationnel qui ont été plus ou moins rapidement comblées. Retards et erreurs dans la diffusion du programme, annulation d'activités, difficultés d'accès au site font désormais partie du rituel des forums et ils sont sans doute inhérents à l'organisation de tout événement d'une telle envergure. Cependant, à ces contrariétés pratiques on ne peut plus prévoir des mesures s'en ajouter d'autres beaucoup plus litigieuses qui ont quelque peu miné la crédibilité des organisateurs du forum et, par voie de conséquence, celle du forum lui-même. Nous faisons référence à deux types de mesures ici, des mesures délibérées et d'autres plus imprévisibles. Parmi les premières, il convient de relever la décision prise par le Comité organisateur de fixer à 50 Kenya shillings (Ksh)⁵ par jour l'accès au site du forum pour les Kenyans, ce qui s'est avéré un coût prohibitif pour la très grande

⁵ Un dollar canadien = 56 Ksh. Le coût d'inscription était de 150 \$US pour les organisations du Nord et de 50\$US pour celles du Sud, tandis que l'entrée pour les non-Kenyans était de 500 Ksh.

majorité de la population⁶. L'autre décision contestable a été celle d'accorder la commandite de l'événement à un monopole privé de télécommunications, la compagnie CelTel International, appartenant au consortium Mobile Telecommunications Company (MTC) du Koweït⁷ qui affichait son logo sur les banderoles du FSM un peu partout à travers la ville de Nairobi.

Parmi les mesures imprévisibles, la plus importante et la plus significative est celle qui a conduit à faciliter l'accès au forum pour les organisations non-gouvernementales (ONG) sans prévoir des mesures propres à favoriser aussi celui des organisations de la société civile (OSC). Or, en Afrique, les ONG sont financées par les pays développés, tandis que les OSC locales, voire nationales, sont beaucoup plus faibles, fragiles et démunies.

Les réponses aux critiques

La question de l'accès au FSM pour la population locale est celle qui a reçu le traitement médiatique le plus important, essentiellement parce qu'elle a donné lieu à des manifestations quotidiennes devant la grille donnant accès au site. La raison fournie par le Comité organisateur, reprise en conférence de presse, invoquait la sécurité des biens et des personnes. Ouvrir le forum à tous et à n'importe qui aurait représenté un risque que les organisateurs n'étaient pas prêts à courir. Toutefois la détermination des contestataires aura le dessus puisque l'accès sera éventuellement accordé à tous, ce qui permettra à des plus pauvres et à des plus démunis d'accéder au site à compter de la troisième journée.

La commandite accordée à CelTel a également été prise à partie mais, là encore, la réponse fournie a été simple : sans

⁶ Sur ce contentieux, on pourra consulter le journal préparé par IPS-Inter Press Service, une publication indépendante diffusée quotidiennement pendant le forum. Voir *Terraviva*, janvier 2007, no 3, à la une. En ligne : www.ipsterraviva.net

⁷ MTC avait acheté CelTel pour 3, 4 milliards de dollars US, en 2005.

commandite, le forum n'aurait pas eu lieu. D'ailleurs la question du financement compte sans doute parmi celles qui ne sont pas prêtes d'être réglées, puisque les organisateurs du forum devront faire face à un important déficit d'opération qui pourrait atteindre quelques millions de dollars⁸.

Quant à la question de la surreprésentation des ONG et de l'absence des OSC, elle sera reprise, en particulier, par Tajudeen Abdul-Raheem dans la livraison de *The Standard* du 29 janvier⁹. À cette occasion, l'auteur reprend le grief qui est souvent fait aux ONG d'être des garde-barrière (*gate keepers*) ou des agents (*commissioned agents*) qui s'interposent entre les masses et leurs oppresseurs. Elles occuperaient ainsi une place qui devrait revenir aux pauvres et aux démunis, alors que la plupart des membres des ONG en question appartiennent plutôt à une classe moyenne qui défend une vision des solutions à apporter aux problèmes sociaux qui a peu de choses à voir avec celle qui est avancée par les moins favorisés. De plus, la dépendance dans laquelle se trouve nombre d'ONG vis-à-vis des financements extérieurs soulève la question de savoir à qui ces organisations doivent-elles rendre des comptes, aux populations desservies, aux Africains, ou à leurs bailleurs de fonds au Nord? Enfin, le dernier grief, et non le moindre, est celui qui condamne la posture anti-gouvernementale de principe assumée par nombre d'ONG qui tranche avec l'éventail des positions politiques endossées ou défendues par les OSC sur le terrain qui, soit ne peuvent, soit ne veulent pas assumer ce genre de posture. Le cas du mouvement syndical au Kenya, en particulier, est intéressant et révélateur à ce chapitre parce qu'il illustre bien cette difficulté à prendre ses distances avec les pratiques dominantes, y compris avec la plus suspecte d'entre elles, la corruption.

⁸ Le coût total du FSM est estimé à 5 millions de dollars US.

⁹ Tajudeen Abdul-Raheem. « WSF: It was a meeting of NGOs, not the masses », *The Standard*, 29 janvier 2007, p. 7.

Forums parallèles et retombées

Il y a eu deux sortes de forums parallèles cette fois-ci, ceux qui ont eu lieu en même temps que le forum officiel et qui y ont été intégrés, et ceux qui se déroulaient à l'extérieur et qui ne l'ont pas été. Parmi les premiers, il y a toute la panoplie des forums qui l'on rencontre d'une fois à l'autre, dont, entre autres, le forum mondial de l'éducation, le forum des parlementaires et le forum syndical mondial¹⁰. Parmi les seconds, il y a eu le Parlement du peuple (*Bunge La Mwananchi-People's Parliament*)¹¹ qui avait été organisé aux Jeevanjee Gardens, de même que des rencontres et des débats dans certains bidonvilles de Nairobi, des événements qui constituaient en eux-mêmes un véritable forum social parallèle.

Cependant la principale innovation de ce forum est issue d'une décision prise par la Commission du contenu et de la méthodologie, en décembre 2006, de tourner le dos à l'approche suivie jusque-là qui se contentait d'établir une simple liste des grands thèmes et de souscrire à une approche plus active et plus déterminée selon laquelle il s'agirait désormais de prévoir des « objectifs d'actions ». Tous les participants étaient alors invités à travailler et à réfléchir autour de propositions d'actions durant les trois premières journées du forum, de manière à ce que la quatrième journée puisse être consacrée au partage et à la convergence des propositions en question. À cette fin, la quatrième journée avait été découpée en trois sessions de travail avec, en avant-midi, deux périodes de rencontres

¹⁰ Pour un compte rendu des délibérations de ce forum, voir l'Annexe 1.

¹¹ Ce Parlement du peuple se posait d'entrée de jeu comme une initiative mise sur pied pour permettre aux pauvres Kenyans de participer gratuitement au FSM. La convocation disait d'ailleurs ceci : « *The People's Parliament has organized events at the Jeevanjee Gardens on Sunday, Monday and Tuesday to enable poor Kenyans to participate in the World Social Forum free of charge. The registration fees required for the other activities are too high for poor Kenyans and the location too far for most of Nairobi's slum dwellers to access. We, therefore, offer a forum that is easily accessible within Nairobi City centre to give voice to the have-nots* ».

auto-organisées et d'assemblées, suivies en après-midi d'une intégration des propositions à l'intérieur de l'un ou de l'autre des 21 grands forums de luttes, d'alternatives ou d'actions¹², le tout débouchant, en soirée, sur un rallye de convergence se terminant par un rituel : la mise en terre d'un arbre.

Cette démarche fort louable n'a pas pu être systématiquement appliquée de sorte que plusieurs thèmes sont demeurés en déshérence. Mais parmi ceux qui ont été retenus, il convient de mentionner la convergence des luttes contre le Sommet du G-8 qui se tiendra à Rostock en Allemagne, du 6 au 8 juin 2007, et la convergence des actions contre la dette.

Le Brésil et les Etats-Unis

Les deux événements notables de ce forum ont été la présence massive des Brésiliens et, fait nouveau, l'importante participation des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique (EUA). Le Brésil a été à quatre reprises l'hôte du FSM et ce fait à lui seul explique en bonne partie la présence nombreuse des Brésiliens cette fois-ci. Mais le gouvernement avait également choisi d'y déléguer le ministre Luiz Dulci, Secrétaire général de la présidence de la république. Ce dernier disposait d'un emplacement permanent sur le site même du forum. Le ministre assistait au FSM à titre tout à fait officiel et il en a profité pour faire une importante propagande sur le rôle que les mouvements sociaux et les organisations progressistes devaient jouer aux yeux du gouvernement du président Lula. Il s'agissait alors de rappeler les principales

initiatives prises par le gouvernement durant son premier mandat et, surtout, d'annoncer que le président avait l'intention de prolonger cette action au niveau international durant son second mandat, en confiant au Secrétariat général de la présidence le mandat d'établir le dialogue avec les mouvements sociaux à l'échelle mondiale. Dans une de ses conférences de presse, le ministre Dulci a indiqué que la lutte pour un nouvel ordre mondial n'était pas seulement l'affaire d'un gouvernement, mais aussi celle des mouvements progressistes, et que cette convergence devait être une des lignes d'action d'une nouvelle gauche qui souscrirait à une façon de faire moins autoritaire et moins pyramidale que l'ancienne. En définitive, il s'agissait de reprendre à une autre échelle une démarche qui venait tout juste d'être implantée à Brasilia, les 13 et 14 décembre 2006, à l'occasion du Sommet social du MERCOSUR¹³.

Quant aux militants et aux organisations des EUA, plusieurs avaient eu tendance à bouder les forums sociaux sous prétexte que l'opposition politique et sociale devait de toute nécessité être menée d'abord et avant tout depuis l'intérieur des EUA et non pas depuis l'extérieur¹⁴. Or les choses ont considérablement changé cette fois-ci, essentiellement parce que les militants et leurs organisations tenaient à diffuser l'information la plus large sur la tenue du premier Forum social des Etats-Unis (*United States Social Forum*, USSF) qui aura lieu à Atlanta, du 27 juin au premier juillet 2007¹⁵. Cette information était d'autant bienvenue que l'idée de convoquer le USSF était elle-même l'aboutissement d'un long processus de mobilisation qui avait conduit à l'organisation de plusieurs forums sociaux

¹² Les 21 propositions d'action avaient été organisées autour des thèmes et domaines suivants : (1) l'eau ; (2) les institutions nationales et internationales ; (3) la paix et la guerre ; (4) le logement ; (5) les luttes des femmes ; (6) la dignité et la diversité ; (7) les droits humains ; (8) la jeunesse ; (9) la souveraineté alimentaire et la réforme agraire ; (10) le travail ; (11) l'éducation ; (12) l'environnement et l'énergie ; (13) la santé ; (14) le savoir et l'information ; (15) la dette ; (16) les migrations ; (17) le libre-échange ; (18) la culture ; (19) les corporations transnationales ; (20) les enfants ; et (21) les économies alternatives.

¹³ Voir, en ligne : <http://www.somosmercosur.org/?q=es/node/90>

¹⁴ Il est tout de même significatif de souligner à ce propos que le mouvement contre la guerre aux Etats-Unis est essentiellement tourné vers l'intérieur et qu'il n'a pas cherché à s'impliquer dans le FSM.

¹⁵ Pour plus d'information sur le USSF, on pourra consulter le site officiel du forum. En ligne : <http://www.ussf2007.org/> Par ailleurs, on trouvera à l'Annexe 2, la traduction des huit principes organisateurs de ce forum.

aux EUA au cours des dernières années, autant d'initiatives qui étaient demeurées fort peu connues à l'étranger. Mais de toutes ces initiatives, c'est le *Border Social Forum* (forum social de la frontière) tenu à Juarez, au Mexique, du 13 au 15 octobre 2006, qui, en plus d'avoir connu le succès, aurait été l'ancêtre immédiat du forum d'Atlanta¹⁶.

Conclusion

Dans la conclusion de la chronique consacrée au FSM VI tenu à Caracas l'an dernier¹⁷, nous avons souligné à quel point l'opposition au Forum économique mondial, qui avait compté parmi les facteurs déterminants de la convocation d'un premier FSM à Porto Alegre, en 2001, était désormais passée au second plan. Le forum social de Nairobi confirme ce fait, ce qui ne veut nullement dire que l'opposition à la globalisation néolibérale fasse relâche, loin de là, comme en témoignent avec éloquence les nombreuses rencontres qui ont eu lieu à Nairobi, dont celle du Conseil international, le 27 janvier, qui ont servi à préparer les mobilisations en prévision de la rencontre annuelle du G-8, à Rostock. Les organisateurs comptent aussi mettre sur pied un sommet parallèle qui aura lieu tout de suite après la rencontre, les 7 et 8 juin.

Par ailleurs, l'autre conclusion à laquelle nous étions arrivés l'an dernier à l'effet que les questions politiques prenaient une importance de plus en plus grande d'un forum à l'autre est amplement confirmée cette fois-ci, comme l'a montré la mise en œuvre d'une nouvelle méthodologie visant à faciliter la convergence des prises de positions autour de pistes d'action claires et précises.

Comme les fois précédentes, à la clôture du forum, une assemblée des mouvements sociaux a été convoquée pour recevoir et discuter les propositions de luttes et

d'actions retenues par les mouvements et les organisations. Avec près de 2 000 personnes présentes et grâce à une importante participation africaine et surtout, grâce au *leadership* des Africains, cette assemblée a pu placer au centre des discussions des enjeux propres à l'Afrique. L'initiative a permis de cibler des luttes concrètes et d'annoncer les résultats des discussions qui avaient eu lieu durant la semaine et, en particulier, durant la 4^e journée. C'est ainsi que la prise de position commune des groupes travaillant sur la question de la dette a permis d'organiser une semaine d'action concertée en octobre 2007¹⁸.

Dans ces conditions, la décision de ne pas tenir de forum à l'échelle mondiale en 2008 et de concentrer les énergies sur la préparation d'une huitième édition en 2009, peut-être dans les Amériques mais ailleurs qu'au Brésil, n'a rien à voir avec un quelconque essoufflement, mais elle s'inscrit plutôt dans une stratégie de repositionnement tactique à d'autres niveaux régionaux, nationaux ou locaux, comme le montrent avec éloquence les mobilisations à venir contre le G-8 et la tenue d'un forum social aux EUA.

Pour terminer, il convient de souligner à quel point la tenue d'un premier Forum social québécois (FSQ) s'inscrit dans un processus ample qui a conduit à la multiplication des forums sociaux un peu partout dans le monde au cours des dernières années, y compris aux États-Unis. À cet égard, le FSQ, qui doit se tenir du 23 au 26 août prochains à Montréal, doit assumer une double responsabilité qui est celle d'inscrire ses réflexions et ses actions dans le vaste courant des réflexions et actions entreprises au sein des forums antérieurs, y compris au

¹⁶ Ce forum a été convoqué suite à une décision prise au FSM de Caracas. En ligne : <http://deletheborder.org/node/1411>

¹⁷ Voir D. Brunelle, « Le forum social décentralisé de Caracas... », *op. cit.*, p. 7.

¹⁸ Mais il faut aussi ajouter à ce propos que la méthodologie de la convergence autour de 21 thèmes a également été critiquée. Cette méthodologie était elle-même le résultat de compromis négociés à l'intérieur du Comité organisateur du forum pour faire en sorte que le FSM soit un peu plus propositionnel que par le passé. Or, au lieu d'assister à une véritable convergence, on a plutôt assisté à une dilution des enjeux dans plusieurs cas.

sein de l'organisation du forum social des
EUA, d'une part, de préparer le terrain pour
la suite des choses ici même au Québec,
mais ailleurs dans le monde également, de
l'autre.

Annexe 1 : Le septième Forum syndical mondial

Le Forum syndical mondial est né en même temps que le Forum social mondial. Pourtant si, par les années passées, les délibérations du forum syndical ont pu parfois être coupées de celles qui avaient lieu au forum social même¹⁹, ce ne fut pas le cas cette fois-ci pour deux raisons au moins: *premièrement*, parce que le forum s'est déroulé pendant le FSM en un lieu accessible et *deuxièmement*, parce que l'ouverture en direction des organisations a joué pleinement au niveau des présentations elles-mêmes, ce qui s'est traduit par une participation publique accrue. Par ailleurs, c'était bien sûr la première fois que le forum syndical comptait avec la participation de la nouvelle Confédération syndicale internationale (CSI), née en 2006 de la fusion de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et de la Confédération mondiale du travail (CMT).

L'innovation la plus originale qui a été présentée au forum syndical est celle qui a conduit la CSI à s'allier avec d'autres organisations de la société civile, dont la Confédération européenne des syndicats (CES), et avec des organisations non-gouvernementales, comme Solidar, de même qu'avec des partis politiques, pour lancer une vaste campagne visant la défense et la promotion du programme « travail décent, vie décente ». Cette stratégie tripartite reprend et adapte une approche et une stratégie mises au point par la CES en Europe en l'étendant au niveau global. La démarche vise ainsi à favoriser l'intégration des termes du programme « travail décent, vie décente » aux politiques économiques, commerciales et financières, aussi bien au niveau national ou régional qu'au niveau international. Là encore, les participants ont convenu de profiter de la rencontre du G-8 en juin 2007, pour faire avancer ce programme. Cette revendication est d'autant plus importante que le travail connaît à l'heure actuelle de profondes mutations, surtout en Inde et en Afrique, où respectivement 93% et à 80% des emplois disponibles le sont dans le secteur informel²⁰.

Pour les ONG présentes, dont Solidar, l'alliance ainsi nouée devrait permettre de surmonter les anciennes rivalités entre centrales syndicales et ONG, et de renforcer la solidarité entre les deux autour d'objectifs partagés.

¹⁹ Nous avons établi un constat semblable à l'issue du premier forum social des Amériques. Voir D. Brunelle, « Le premier Forum social des Amériques. Quito du 26 au 30 juillet 2004 », *Chronique des Amériques*, 11 août 2004. En ligne : www.ameriques.uqam.ca

²⁰ Dans certains pays d'Afrique comme le Sénégal, ce pourcentage grimpe à 96%.

Annexe 2 : Les principes organisateurs du Forum social des Etats-Unis (FSEU, ou *United States Social Forum, USSF*), adoptés en avril 2006 :

Nous, les organisateurs du premier Forum social des Etats-Unis,

-croyons qu'il y a un besoin stratégique d'unir les luttes des communautés et des peuples opprimés à l'intérieur des Etats-Unis (en particulier, celles des Noirs, Latinos, Asiatiques, insulaires du Pacifique (*Asia-Pacific/Islanders*) et des communautés autochtones) avec les luttes des nations opprimées du Tiers Monde ;

-croyons que le FSEU devrait accorder la plus haute priorité aux groupes qui sont engagés dans des organisations à la base (*doing grassroots organizing*) avec des travailleurs de couleur, qui forment des organisateurs, qui mettent en place des structures de résistance à long terme, qui savent travailler avec d'autres groupes et qui voient leur participation au FSEU comme un tout, et non pas seulement comme leur affaire à eux;

-croyons que le FSEU doit être un lieu où la voix des plus marginalisés et des plus opprimés parmi ceux qui sont issus des communautés autochtones pourra être entendue ; ce forum doit permettre de reconnaître les peuples autochtones, leurs défis et leurs luttes ;

-croyons que le FSEU devrait permettre d'établir des liens entre les organisateurs des jeunes, les militants et les travailleurs culturels aux EUA, avec les luttes de leurs frères et sœurs à l'étranger, afin qu'ils puissent créer des réseaux communs et explorer les significations profondes de la solidarité ;

-croyons que le FSEU est important parce qu'il nous faut développer une approche claire et unifiée pour instaurer la justice sociale, et des positions réfléchies sur les enjeux globaux ;

-croyons que le FSEU permet d'envoyer un message clair aux autres mouvements des peuples à travers le monde à l'effet qu'il existe un mouvement actif de lutte aux EUA contre les politiques intérieures et extérieures du gouvernement de ce pays ;

-croyons que le FSEU servira à construire des réseaux nationaux qui seront en mesure de collaborer avec les réseaux et les mouvements à l'échelle internationale ;

-nous croyons que le FSEU est davantage qu'un événement, c'est un processus continu qui contribuera à renforcer l'ensemble du mouvement et à rapprocher les différents secteurs et domaines qui militent en faveur d'une justice globale (*bringing together the various sectors and issues that work for global justice*).

(traduit par D. B.)

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).